

En quête de compétitivité

Le Luxembourg stagne au classement de compétitivité du «World Economic Forum»

LUXEMBOURG
CATHERINE KURZAWA

Le «World Economic Forum» (WEF) classe le Luxembourg en 20^{ème} position, sur 138, de son classement de compétitivité paru hier. Le Grand-Duché stagne donc par rapport à l'édition précédente, ce qui «ne constitue guère un résultat entièrement satisfaisant», pointe la Chambre de Commerce dans un communiqué de presse. A ses yeux, «des défis et des inefficiences structurelles persistent». L'organisation, qui fêtera demain ses 175 ans, a mené un sondage dont les résultats ont été intégrés dans l'étude du WEF. Ce dernier prend également en compte l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises.

Un seul sous-indice en progression

Dans son étude, le WEF passe en revue une série d'indicateurs regroupés dans trois sous-indices. En ce qui concerne les exigences de base, le Luxembourg se maintient à la 9^{ème} place avec un net contraste entre, d'une part, l'environnement macroéconomique (7^{ème}) et d'autre part, la santé et l'éducation primaire (43^{ème}). «Il devient donc clair qu'il reste un travail important à faire au sujet de la performance de notre système d'éducation fondamentale», commente la Chambre de Commerce. Celle-ci s'interroge aussi sur les raisons du recul, pour la première fois depuis des années, de l'indicateur de confiance envers les politiques (-2 places à la 8^{ème} position). Son hypothèse? Il pourrait y avoir un lien avec le projet de réforme fiscale présenté en février dernier.

Second sous-indice, les facteurs d'efficacités signent un statu quo au 23^{ème} rang. D'un côté, le Luxembourg se positionne deuxième sur les aptitudes technologiques, après deux années passées au premier rang désormais occupé par la Suisse. De l'autre côté, il termine 93^{ème} pour ce qui concerne la taille du marché. Le pays chute de sept places en matière d'éducation post-primaire et formation continue (47^{ème}), particulièrement pointé du doigt pour la qualité de l'enseignement en mathématiques et en sciences (-17 places, 49^{ème}) et pour la qualité du système d'éducation (-8 rangs, 31^{ème}). A noter que le développement du secteur financier perd aussi des plumes (-3 places, 14^{ème}), alors que ce secteur demeure l'un des moteurs de l'économie luxembourgeoise.

Quant aux facteurs d'innovation et de sophistication, le Grand-Duché grimpe de deux rangs à la 16^{ème} place. Une performance due au rebond de la sophistication des affaires, qui pointe en 15^{ème} position. En revanche, l'innovation glisse de trois places, en 12^{ème} position. «Le Luxembourg souffre d'une tendance dégressive au niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques sur son territoire», souligne la Chambre de Commerce qui pointe la nécessité «d'attirer davantage de chercheurs et travailleurs qualifiés sur le sol luxembourgeois».

Des barrières aux affaires

En parallèle à l'enquête du WEF, l'«Executive Opinion Survey» passe en revue les facteurs les plus problématiques pour faire des affaires au Luxembourg. Et là, les chefs d'entreprises interrogés citent le plus souvent le niveau de qualification inadéquat des travailleurs (18,7%), les réglementations restrictives du travail (17,5%) et l'insuffisance des capacités d'innovation (14,0%).



Parmi les obstacles les plus cités figure le niveau de qualification inadéquat des travailleurs

Photo: François Aussems

COMPÉTITIVITÉ FIGÉE



Evolution du Luxembourg et des pays voisins au classement du WEF

Source: WEF